

Notification préalable d'une opération de concentration**(Affaire n° IV/M.1370 — Peugeot/Credipar)**

(98/C 384/06)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 1^{er} décembre 1998, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1310/97 ⁽²⁾, d'un projet de concentration par lequel Peugeot SA acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement du Conseil, le contrôle de l'ensemble de Credipar, entreprise commune contrôlée à 50/50 avec Sovac (Groupe General Electric) par achat d'actions.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

- Peugeot: constructeur automobile, équipement automobile, crédit automobile,
- Credipar: crédit automobile, location avec option d'achat et crédit-bail, location de longue durée pour les véhicules commercialisés par les réseaux Peugeot et Citroën.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération de concentration notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 4064/89.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopieur ou par courrier, sous la référence IV/M.1370 — Peugeot/Credipar, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence (DG IV)
Direction B — Task Force «Concentrations»
Avenue de Cortenberg 150
B-1040 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 43 01/296 72 44].

⁽¹⁾ JO L 395 du 30.12.1989, p. 1.
JO L 257 du 21.9.1990, p. 13 (rectificatif).

⁽²⁾ JO L 180 du 9.7.1997, p. 1.
JO L 40 du 13.2.1998, p. 17 (rectificatif).